

Covid-19 - "C'est la panique" : médecins et Ehpad dénoncent "l'improvisation" de la campagne de vaccination

L'élargissement de la campagne vaccinale contre le COVID-19 et la pression qu'exerce le gouvernement pour accélérer le processus de vaccination dans les Ehpad témoigne d'une certaine improvisation qui risque d'entraîner de la déperdition, craignent des directeurs d'Ehpad et des médecins.

Le gouvernement a décidé en début de semaine de changer sa stratégie de vaccination, en réponse aux critiques qui ont fusé durant la période des fêtes sur la lenteur de la campagne vaccinale française par rapport à ses voisins européens. Les vaccins, d'abord destinés aux résidents des Ehpad, ont été mis à disposition du personnel hospitalier, des pompiers et des aides à la personne, de plus de 50 ans, un public qui ne devait être ciblé que dans un deuxième temps.

Sur le terrain, les Ehpad s'inquiètent de voir les précieux vaccins disparaître et le processus de distribution ralentir. *"Ça nous met dans une situation où on doit chercher de nouveaux repères"*, dit Louis Matias, directeur de la Maison Ferrari, un Ehpad privé solidaire situé à Clamart.

Certains Ehpad, qui devaient procéder à la vaccination des résidents durant la deuxième quinzaine de janvier, sentent une pression accrue de la part de l'administration pour recueillir plus rapidement les consentements, explique-t-il.

Ils pourraient donc être amenés à demander un volume de vaccins supérieur à ce dont ils auraient besoin, ce qui entraînerait de la déperdition, poursuit le directeur qui siège à la FEHAP (Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés solidaires).

"Cacophonie"

Didier Sapy, directeur de la FNAQPA (Fédération nationale d'établissements pour personnes âgées non lucratifs), parle, de son côté, d'une véritable *"cacophonie"*.

"Vous avez un ministère qui balance une accélération du processus en urgence aux ARS, lesquelles demandent en urgence aux établissements le nombre de vaccins nécessaires et disent : 'les doses seront livrées tel jour'. C'est la panique. Tout ça pour gagner quatre jours", regrette-t-il.

Inversement, d'autres établissements, comme la Maison Ferrari, se disent prêts à recevoir les doses, mais n'ont pas d'informations sur la date de livraison du précieux sérum.

À cela s'ajoute l'inquiétude de manquer de vaccins, une fois que les Ehpad auront bien recueilli le consentement de leurs résidents et fait les consultations pré-vaccinales.

La directrice de l'ARS pour les Hauts-de-Seine a dit que les doses arriveraient bien auprès des Ehpad non affiliés aux hôpitaux à partir du 18 janvier. Elle précise que les raisons du retard sur la publication du calendrier de vaccination sont liées au changement de stratégie.

"Il a fallu modifier les commandes pour augmenter le nombre de doses pour vacciner à la fois les personnels des Ehpad et aussi les résidents", a dit Monique Revelli. "Mais les doses vont arriver sans soucis et ce n'est pas du temps perdu."

Chez les médecins libéraux, la désorganisation se fait aussi sentir. Jean-Luc Leymarie, médecin généraliste à Rueil-Malmaison, a appris mardi qu'il devait coordonner l'ouverture d'un centre ambulatoire de vaccination de ville vendredi.

"C'est bien parce que la vaccination démarre et on va enfin pouvoir commencer à combattre ce virus", dit-il. "Mais ça se fait dans l'improvisation. Heureusement qu'on est assez souple."

La ville de Rueil-Malmaison a commandé des vaccins pour 100 personnes, dit le médecin. Or, pour l'instant, une quarantaine de professionnels des soins de santé étaient inscrits sur les listes. Jean-Luc Leymarie espère qu'il n'y aura pas de perte.

"Si on avait eu un délai, on aurait pu mieux s'organiser."

M.T./lindependant.fr avec Reuters